CHANGEMENTS STRATEGIQUES DE LA POLITIQUE ETRANGERE DU REGIME DE KADHAFI (2000-2003).

SEKONGO WAHADJOTANA MAMADOU
Enseignant-Chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé (Daola / Cote d'Ivoire)
wahadjotanasekongo@gmail.com
2250757881020 / 2250101381121
YODA Habibatou
Enseignant-Chercheur à l'Université Jean-Lorougnon Guédé (Daloa / Côte d'Ivoire)
Hyoda80@gmail.com
225 05 05 30 51 21 / 07 18 95 59

Résumé :

Les effets des sanctions de l'ONU sur l'économie libyenne et les attentats du 11 septembre aux USA ont eu un impact sur la politique étrangère de la Libye. Le guide libyen, conscient qu'il n'a plus droit à l'erreur, il encourage son gouvernement à renouer le fil du dialogue avec les États-Unis et l'Europe. Ces changements stratégiques du régime se traduisent par la volonté de sortir le pays de la liste des pays de « l'axe du mal » défini par l'administration de Bush et d'obtenir la levée complète de l'embargo économique. C'est ainsi que Kadhafi a condamné les attentats terroristes et reconnu aux États-Unis la légitimité de renverser le régime des talibans en Afghanistan. En vue de confirmer sa bonne foi, il a ordonné au chef du renseignement libyen de coopérer avec les services des renseignements occidentaux sur les réseaux islamistes internationaux et ceux établis dans le pays qu'il accuse d'être en liens avec Al-Qaïda. Cette posture a permis à la Libye de sortir de l'isolement diplomatique et d'être perçue comme un allié stratégique dans la lutte contre le terrorisme international.
***Mots clés** : changements stratégiques, politique étrangère, régime de Kadhafi.*

Abstract

The punishment of the United Nations on the Libyan's economy and the attack of September 11th in the United States of America have had some effects on the Libyan's policy. As the Libyan guide knows that he doesn't have the right to mistakes, he encourages his government to make up with the United States and Europe. These strategic changes of the government find expression in the will of getting the country out of evils defined by the administation of Bush and obtaining the entire lifting of economical embargo. That's how Kadhafi condemned the terrorists' attack and recognized that the United States has the legitimacy to knock over the Taliban system of government in Afghanistan. To show his good faith, Kadhafi ordered the head of the Libyan's directory enquiries to collaborate with the occidental enquiries services on islamists' international networks and the ones put up in the country that he accused of having some links with Al-Qaida. This position allowed Libya to be out of diplomatic isolation and to be viewed as a strategic allied in the fight against international terrorism.
***Key words**: strategic changes, foreign policy, Kadhafi's regime.*

Introduction

La chute de la monarchie s'accompagne d'un changement radical de la politique étrangère de l'Etat libyen. La politique révolutionnaire et le soutien aux mouvements terroristes de Kadhafi l'expose au banc des accusés par l'Occident, qui met son pays sur la liste des États terroristes dès 1979. Toutefois, si Mouammar Kadhafi a su très vite recourir à la violence pour parvenir à ses fins, celle-ci ne peut à elle seule expliquer l'exceptionnelle longévité de son pouvoir (Haimzadeh, 2011 : 36). Il dispose d'un immense talent politique.

Stratège hors pair, il est parfaitement conscient de l'effet qu'il produit sur la scène internationale. C'est ainsi que dès la fin des années 1990, le régime libyen a compris que le monde avait définitivement changé et qu'il ne pourrait plus continuer à défier les États-Unis comme il l'avait fait durant les décennies précédentes (Haimzadeh, 2011 : 36). Mise sur la liste des États terroristes, puis soumis à un embargo partiel voté par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1992, le pays avait besoin à terme d'une détente avec l'Occident et d'une levée des sanctions. Pour sortir de l'isolement diplomatique, le régime renoue le fil du dialogue avec les États-Unis et l'Europe. C'est ainsi qu'au début de la décennie 2000, Libye réapparaît sur la scène internationale. Courtisant les États-Unis, Kadhafi fait clairement savoir qu'il n'a plus de contentieux avec les États-Unis. Après le 11 septembre 2001, le pays a tenté de mettre à profit son expertise de l'islamisme en proposant aux États-Unis une coopération dans la lutte contre l'islamisme international. En fait l'attitude de la Libye face aux attaques terroristes menées contre l'Amérique le 11 septembre 2001 a accéléré le rapprochement entre les deux États. Le colonel Kadhafi a condamné les attentats et reconnait aux États-Unis la légitimité de renverser le régime des talibans en Afghanistan. Pourtant la conjecture internationale aurait pu laisser penser les évolutions positives de la Jamahiriya que l'anti-américanisme en Libye n'encouragerait pas une politique de réchauffement des relations entre les deux pays. L'attente libyenne d'un rétablissement des liens avec les américains fut manifeste dans les différents courants de la société (Luis, 2003 : 19-20).

Accusée par les États-Unis, l'Europe et ses voisins de financer et soutenir le terrorisme, la Libye s'est ingéniée à utiliser ses relations avec certains "groupes terrorismes" pour faire avancer ses propres intérêts.

Pour confirmer sa bonne foi à l'Occident, la médiation de la Libye s'est avérée décisive lors de la crise des otages de l'île de Jolo aux Philippines durant l'été 2000. Il a permis de mettre fin au calvaire des otages détenus depuis des mois par l'organisation séparatiste *Abou Sayyaf* (Zoubir, 2008 : 271) . L'obtention de la libération des otages grâce à la médiation du dirigeant libyen, la Libye va améliorer image du pays sur le plan international. Aussi, le régime a extradé des centaines de militants islamistes étrangers (algériens, égyptiens, et pakistanais, en particulier) vers leurs pays d'origine. Ces combattants avaient jusque-là trouvé refuge en Libye où ils recevaient un entraînement martial dans divers camps. Parallèlement à cette opération médiatique, la Libye a démontré sa capacité à peser sur des mouvements islamistes. Dans la lutte mondiale contre le terrorisme, cette aptitude va lui permettre de s'insérer dans la coalition des États en guerre contre l'islamisme. Et en compensation le régime libyen va obtenir de voir placer le Groupe islamique combattant qu'il combat depuis plus de trois décennies sur la liste des proches d'*Al-Qaïda* établie par le département d'États américain. Ce changement de cap de Kadhafi a provoqué la fin de l'embargo et le début d'une coopération paradoxale entre les États-Unis et la Libye. C'est de ce constat que procède l'intérêt de cette étude.

À partir de ce constat, pourquoi au cours des années 2000, la politique étrangère du régime de Kadhafi est-elle passée d'une posture révolutionnaire et anti-impérialiste à une stratégie de normalisation et de rapprochement avec les États-Unis et l'Europe ? C'est à cette question que cet article envisage de répondre.

Cette étude vise à expliquer le changement de cap de la politique étrangère de Kadhafi, initialement frontale, vers un apaisement avec l'Occident, et une ouverture dans un contexte d'adaptation aux réalités politiques et économiques internationales et internes.

Pour la réalisation de cette étude, la méthode de travail a nécessité le recours à l'utilisation croisée de documents multiples. Notamment, les sources imprimées et les sources électroniques. La collecte de ces sources a fourni d'importantes informations sur le sujet objet de l'étude. L'analyse de ces différents documents a permis d'aborder le travail selon le plan qui suit : D'abord, il s'agit d'analyser les raisons du virage vers la collaboration avec les États-Unis et l'Europe au cours des années1990. De même, il s'agit de mesurer l'influence de la politique étrangère sous la pression du contexte international après les

attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Enfin, il s'agit de monter l'exploitation de la lutte contre le terrorisme par le régime dans répression de l'opposition islamiste armée.

1. Raisons du virage vers la collaboration avec les Etats-Unis et l'Europe

Le régime de Kadhafi fait face aux menaces les plus sérieuses depuis 1969. Il est à la foi sous la menace des groupes islamistes armés et sous les sanctions de l'ONU et des États-Unis. Ainsi, craignant pour la survie du régime, les autorités libyennes décident de réduit leur soutien à divers groupes terroristes et mouvements de libération national à l'étranger. Puis, chercher à renouer le fil du dialogue avec l'Occident.

1-1 - L'effet des sanctions internationales et l'isolement diplomatique

L'une des premières causes de la politique d'apaisement entamé par le régime de Kadhafi, fut la baisse des recettes pétrolières et l'embargo partielle imposé au pays. Les sanctions de l'ONU et la chute du prix du baril de pétrole ont provoqué en Libye une véritable crise économique. Entre 1995 et 1998, la perte du pouvoir d'achat subie par 700.000 fonctionnaires (sur une population active de 900.000 personnes et une population totale de 5,5 millions d'habitants) se fit lourdement sentir. Le coût des sanctions entre 1992 et 1997 fut estimé à 24 milliards de dollars par une étude libyenne remise au conseil de sécurité de l'ONU (Sabah, 1998 : 1907). Ce sont surtout la dégradation des infrastructures économiques et l'incapacité financière des autorités libyennes à y mettre un terme qui expliquent le virage à l'ouverture économique de Tripoli.

La Libye avait des besoins colossaux qui nécessitent l'installation de compagnies étrangères, tant dans le domaine pétrolier que non pétrolier. Mais, l'embargo n'est pas le seul responsable de l'affaiblissement économique et financier du pays. Les choix du régime (investissement dans l'armement, grands projets, etc.) expliquent d'avantage la fragilité d'une économie dont la dépendance envers les revenus issus de la vente des hydrocarbures représente 25% du PIB, 50% des recettes budgétaires et 95% des recettes courantes. En fait, les répercussions des sanctions sur l'économie et les finances libyennes n'ont pas été dramatiques. Mais, ce sont les hausses cumulées des prix à la

consommation entre 1992 et 1997 (200%), qui ont provoqué la détérioration du niveau de vie (Sabah, 1998 : 1907). Les sanctions n'ont pas affaibli la production pétrolière qui s'est maintenue autour d'1,5 million de barils par jour et qui a permis au régime de tenir.

Toutefois, c'est l'effondrement du dinar qui a provoqué la perte de pouvoir d'achat. Indirectement, l'effet des sanctions ont davantage affecté la population, habituée à un niveau de vie relativement, qu'elle n'a fragilisé le régime. La raréfaction des ressources a plutôt conforté ceux qui contrôlaient la rente pétrolière. Sous le régime des sanctions, outre la perte du pouvoir d'achat, la population libyenne a été confrontée à une crise de l'emploi. Or la Jamahiriya fondait une partie de sa légitimité sur la redistribution des richesses. En effet, elle avait corrigé de profondes inégalités sociales. Pendant les années 1950, 94% de la population étaient analphabètes. Aussi, Libye ne disposait d'aucun médecin et la mortalité infantile atteignait 40%. Avec 35 dollars par ans et par habitant, entre 1951 et 1959, la Libye était considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde. En mettant un terme à la monarchie Senoussi (1951-1969) et en instaurant un État socialiste (qui redistribue les bénéfices de la vente du pétrole), Mouammar Kadhafi s'était érigé en bienfaiteur du peuple (Vandewalle, 1998 : 56).

La crise économique fut liée à l'augmentation de la population libyenne. Mais aussi, au niveau des exigences avec le développement du pays. Si dans les années 1970, des solidarités tribales pouvaient s'acheter à peu de frais, cette compensation devenait beaucoup moins vraie au cours de la décennie 2000. La politique africaine de la Libye a également été extrêmement coûteuse. Que ce soit dans l'organisation de la subversion en stipendiant des mouvements dissidents chez ses voisins ou en achetant des alliances par des financements dans des activités les plus diverses. Ces éléments commencent donc, dès l'an 2000, à montrer des signes de difficultés qui contraignent Kadhafi à des réformes, des purges totales dont il a le secret en supprimant de nouveau la structure verticale pour donner le pouvoir à des « commandements populaires et sociaux » censés détenir la légitimité, la souveraineté et la gestion des ressources.

Enfin, il faut ajouter la hausse des prix des céréales dont la Libye est très largement dépendante. Tous ces éléments convergèrent pour indiquer que le régime libyen n'était plus en mesure d'apporter des réponses à une population jeune qui aspirait à un mode de vie meilleur.

Et les comités populaires étaient devenu de moins en moins capables de jouer leur rôle d'intégration évoqué précédemment, devenaient des organes de prédation. De ce fait, dès la suspension de l'embargo, le gouvernement s'est efforcé de redresser le cours du dinar et à lancer un plan de modernisation des infrastructures. Il a évalué à 35 milliards de dollars les investissements à réaliser entre 2000 et 2005 (renouvellement de la flotte aérienne, construction d'une ligne de chemin de fer, modernisation des infrastructures pétrolières, développement de l'économie touristique, distribution de l'eau, etc.) Pour le premier ministre Shoukri Ghanem, il était impératif de restructurer l'économie libyenne. Aux négociations sur le retour des compagnies pétrolières américaines s'est ajoutée une politique de privatisation. Ainsi, entre 2003 et 2008, le gouvernement a envisagé de privatiser 360 unités de production (Daguzan et Moisseron, 2001 : 83-84). Cette volonté d'ouverture économique doit toutefois s'accompagner de changements politiques. L'État redistributeur libyen n'est plus en mesure de répondre aux nouveaux besoins de la population. C'est pourquoi, dès la suspension de l'embargo, Kadhafi s'est alarmé de l'état de délabrement de la Jamahiriya.

1-2 - Le besoin de normalisation avec l'Occident : Arrêt du soutien aux groupes terroristes et renonciation aux armes de destructions massives

L'objectif principal de Mouammar Kadhafi depuis les années 1990, était de mettre fin à l'isolement de son régime sur la scène internationale. Le Guide libyen qui était jusque-là un facteur d'instabilité au Maghreb et en Afrique, a décidé à partir des années 1995 à 1996 de collaborer étroitement avec les États voisins, particulièrement avec la Tunisie, l'Algérie et Égypte. Mais, plus importante encore, a été la décision du régime libyen de coopérer avec les États-Unis dans la lutte contre le réseau d'Al-Qaïda, dès avant les attentats du 11 septembre 2001 (Zoubir, 2008 : 270).

La rhétorique de Kadhafi n'y peut rien. Les Libyens ont soif d'ouverture et d'échanges de consommation. En fait, Kadhafi avait déjà tenté sans succès de négocier une levée des sanctions en 1998. Afin d'aboutir à ses fins, il a livré à la justice écossaise en 1999, deux de ses agents accusés dans le procès de l'attentat de Lockerbie. Mais, si le Royaume-Uni a restauré ses relations diplomatiques avec Tripoli. Les

États-Unis quant à eux, maintiennent la Libye sous embargo, en attente du dédommagement des familles des victimes des attentats et l'abandon des armes à destruction massive. Face à cette situation, le régime Libyen réagit promptement. De façon inattendue, le Chef d'État libyen annonce qu'il arrêtait son programme d'A.D.M et ouvrait les sites sensibles aux visites des inspecteurs de l'A.I.E.A (l'Agence Internationale d'Énergie Atomique). De ce fait, le 27 décembre 2003, la maison blanche a déclaré que des négociations secrètes avec la Libye avaient abouti aux résultats escomptés :

> « La Libye a révélé aux USA et au Royaume-Uni des informations importantes sur son programme d'arme nucléaire et chimique ainsi que sur ses activités de recherche concernant les armes biologiques et les missiles balistiques. Elle s'est aussi engagée à supprimer tous les éléments de ses programmes d'armes chimiques ; à signaler toutes ses activités dans le domaine nucléaire à l'A.I.E. A ; à supprimer les missiles balistiques d'une portée supérieure à 300 km ; à accepter les inspections internationales destinées à garantir que la Libye respecte le protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire. Et que, Kadhafi s'est aussi engagé à détruire tous ses stocks d'armes et de munitions chimiques ; à autoriser immédiatement des inspections et une surveillance destinée à l'exécution de tous ces engagements. Au fur et à mesure qu'elle deviendra un pays pacifique, elle pourra constituer une source de stabilité en Afrique et au Moyen-Orient » (Information du département d'État américain, le 27 décembre 2003).

Par conséquent, les négociations secrètes menées par les États-Unis et le Royaume-Uni avec la Libye ont donc abouti à un résultat inattendu au vu d'une pression et d'un contexte international tendu après les attentats du 11 septembre aux USA.

2. Politique étrangère sous pression du contexte international : Les attentats du 11 septembre 2001

Au lendemain des attentats, le colonel Kadhafi s'est empressé de

souligner que la Libye n'avait rien à voir avec le 11 septembre et que le gouvernement des Etats-Unis était en droit de légitime défense. Cette annonce spectaculaire faite par le Colonel Kadhafi a été finalement apparue comme un bénéfice collatéral de la guerre préventive des USA en Irak contre le régime de Saddam Hussein. Toutefois, la Libye cherchait à réintégrer pleinement la communauté internationale depuis la suspension de l'embargo. Et la volonté du pays de normaliser ses relations avec les États-Unis a débuté bien avant les attentats du 11 septembre 2001.

2-1- L'influence de la guerre préventive en Irak sur le régime de Kadhafi (2003)

Le 11 septembre 2001, Kadhafi a été l'un des premiers chefs d'État arabe à exprimer ses sincères condoléances aux familles frappées par la tragédie. Dans une interview à Al-Jazira, il se dit "horrifié" et appelle à une conférence internationale pour mettre au point une "lutte contre le terrorisme". Et que, la traque de Ben Laden est une aubaine (Priore, 2010 : 193). Alors que, cette position officielle du guide libyen n'était pas en phase avec des opinions publiques surprises et ravies à la fois de voir la principale puissance mondiale frappée en son cœur. Dans ce climat du conflit israélo-palestinien et de l'engagement pro-israélien de l'administration Bush, ces attentats étaient ressentis comme une vengeance politique pour l'ensemble du peuple libyen.

Bien que, la guerre contre le terrorisme trouve un écho favorable auprès du régime de Kadhafi, l'éventualité d'une guerre préventive contre l'Irak soulève des inquiétudes pour le Guide de la révolution libyenne. La crainte que la guerre contre l'Irak ne soit le prétexte à une offensive généralisée contre les régimes arabes "anti-impérialistes et antisionistes" est réel. Contrairement à la première guerre contre l'Irak, qui visait à libérer le Koweït, la guerre préventive contre l'Irak a pour but de libérer le "peuple" irakien de l'emprise d'un dictateur. Alors, la crainte qu'après l'Irak, la Libye devient un pays menacé est réelle. Aussitôt, le régime libyen a décidé d'entreprendre un rapprochement avec les Européens et en particulier avec la France et le Royaume-Uni. L'impact sur la Libye de la guerre préventive en Irak aura des effets politiques importants sur le rapprochement de la Libye avec les États-Unis (Daguzan et Moisseron, 2001 : 20).

Puis, la Libye a été soumise depuis 1986 à un embargo unilatéral américain et Mouammar Kadhafi était, bien avant Saddam Hussein, "l'ennemi" des États-Unis. La "diabolisation" du guide libyen mise en œuvre sous le Président Ronald Reagan s'est estompée au fil du temps. Mais, la Libye figurait toujours sur la liste des États terroristes établie par le département d'État américain (Haddad, 2012 : 335). L'entrée en guerre des États-Unis, contre l'Irak a bouleversé les perceptions que Tripoli se faisait des relations internationales. Le pays avait pu bénéficier du soutien des pays européens, notamment, lorsque l'administration du Président Bill Clinton avait voulu intensifier les sanctions qui étaient appliquées. De ce fait, il est apparu clairement pour le régime de Kadhafi que si l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France n'ont pas pu "empêcher" la guerre en Irak, c'est que l'unilatéralisme des États-Unis était sans limite :

> « Lorsque le Président G. Bush en aura fini avec l'Irak, nous serons très vite fixés. On ne tardera pas à découvrir si l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Libye seront également des cibles. Du coup, la politique américaine perdra toute ambiguïté. Ce sera celle d'un nouveau colonialisme (…). G. Bush n'obéit pas à la logique. De sa part, rien n'est prévisible. Il faut donc s'attendre à tout. Aujourd'hui, personne ne peut dire : "je serais une cible, ou je ne serais pas une cible", a précisé le Colonel Kadhafi » (Haddad, 2012 : 336).

La guerre ouvre donc une incertitude qui ne manque pas d'inquiéter la Jamahiriya libyenne.

Bref, les appréhensions libyennes se nourrissaient de l'émergence d'un « front » anti-libyen aux États-Unis. Abdelrahim Saleh, directeur de *l'Américan Libyan Freedom Alliance*, avait écrit au Président G. W. Bush : Les événements tragiques du 11 septembre 2001 prouve sans aucun doute, que la liberté et la démocratie dans le monde arabe sont plus essentiels que jamais pour assurer la sécurité des États-Unis. Depuis plus de trente-quatre ans, les libyens subissent la brutale tyrannie de Mouammar Kadhafi. Comme Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, a envahi un pays voisin, a résolument cherché à acquérir des A.D.M (Arme de Destruction Massive), a déclenché des actions terroristes et des conflits régionaux, s'est servi de la religion pour justifier sa politique

d'oppression. Ensuite, il s'emploie à attiser la haine dont sont l'objet les forces de la coalition déployées en Irak. Par conséquent, la question de la Libye doit figurer au premier plan dans l'agenda de votre administration en matière de lutte contre le terrorisme. Comme les Irakiens, les libyens ont le droit de juger le colonel Kadhafi pour les crimes odieux qu'il a commis à l'encontre des libyens et des non-libyens (La lettre du directeur de l'A.L.F. A au Président G.W. Bush en 2003).

Dans la lutte mondiale contre le terrorisme, l'aptitude la Libye lui permet de s'insérer dans la coalition des États en guerre contre l'islamisme.

2-2- La coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la dénonciation des attaques par la Libye est venu confirmer l'intérêt du guide libyen à faire avancer le rapprochement avec les États-Unis. Il a reconnu à ces derniers le droit de châtier les terroristes et de renverser le régime des Talibans en Afghanistan qu'il qualifie de "promoteurs impies" de l'Islam politique. (Peter et Alan, 2001 : 177).

Pourtant, la conjoncture internationale aurait pu laisser penser que l'anti-américanisme de la Libye ne favoriserait pas le rapprochement des deux pays. Il est manifeste que différents segments de la société libyenne attendaient le rétablissement des relations avec les États-Unis. Kadhafi fit alors part de son souhait "d'éliminer les dangers communs de l'extrémisme et du terrorisme international" (Williams, 27 December 2003, The Washington Post). Sachant que les États-Unis s'apprêtaient à frapper les pays ayant soutenu des "groupes terroristes", même dans un passé lointain, Mouammar Kadhafi s'est attelé sérieusement à dissocier son pays de toute collusion avec les mouvements définis comme terroristes par l'administration américaine afin de normaliser au plus vite ses relations avec les États-Unis. Conscient de la situation inconfortable du pays, dans le contexte post-septembre 2001, Kadhafi, lors de son discours à la célébration du 33ème anniversaire de la prise du pouvoir, avait déclaré : « nous devons nous conformer à la légalité internationale même si celle-ci a été faussée et imposée par les États-Unis ; sinon nous serons anéantis ».

Bien que le régime ait réduit son aide aux "groupes terroristes", il n'a pas hésité à utiliser ses relations privilégiées avec ces derniers pour

mettre en avant ses intérêts nationaux. Et c'est précisément son aptitude à exercer une influence sur ces divers mouvements islamistes, notamment à travers l'association missionnaire, la *Da'wa al-islamiyya*, qui a permis à la Libye d'être inscrite sur la liste des "pays en lutte contre le terrorisme". Il faut noter que Kadhafi est très habile à ce jeu ; alors qu'il a apparemment contribué à la création de milices islamistes arabes au Darfour, il est par la suite sollicité par l'ONU et les États-Unis pour jouer le rôle de médiateur dans cette crise (Peninou, mai 2004, Le Monde diplomatique).

En matière de lutte antiterroriste sur son territoire, le "Guide de la Jamahiriya arabe libyenne" a adopté une politique incluant plusieurs mesures tangibles, telles que les restrictions sur l'octroi de visas. Aussi, les attentats contre les Ambassades des États-Unis à Dar es-Salaam (Tanzanie) et Nairobi (Kenya) par la cellule d'*Al-Qaïda* dirigée par Abou Anas Al-Libi (Alias Faraj Hassan), ancien chef local du G.I.C.L, ont donné une bonne occasion aux autorités libyenne d'obtenir l'aide occidentale contre ce groupe (Echeverria, 2004 : 7).

Cette nouvelle posture a permis de faire passer le message selon lequel la Libye avait décidé de ne plus soutenir le terrorisme à l'étranger. Le 11 septembre a très certainement constitué pour le régime Kadhafi une aubaine qui lui a permis de rompre avec l'isolement et sortir de son statut de parrain du terrorisme. La fondation caritative de Saïf al-Islam Kadhafi, a joué un rôle déterminant dans la libération des otages de Jolo, en étant l'intermédiaire entre l'Occident et les groupes islamistes. Ce qui a aidé les gouvernements occidentaux à entrer en contact avec certains groupes islamistes pour négocier la libération de certains otages partout dans le monde.

La détermination exprimée par les autorités libyennes de combattre les organisations terroristes ainsi que les informations à leur disposition sur divers "groups terroristes" ont fourni un solide argument de marketing politique auprès des États-Unis et de l'Europe. Ainsi, Moussa Koussa, chef de service de contre-espionnages libyen a été mandaté par Kadhafi d'établir des relations régulières avec ses homologues européens et les divers services de renseignements afin de partager avec eux des informations sur divers mouvements islamistes (Priore, 2010 : 198).

Absente du discours de Georges W. Bush en 2002, sur "l'Axe du Mal", la Libye a touchée au début du XXIème siècle les premiers dividendes de

son implication dans "la lutte contre le terrorisme". Dès 2002, le gouvernement britannique, tout en accordant le statut de réfugié politique aux membres du G.I.CL ayant fui la répression du régime de Kadhafi, a sollicité la coopération des libyens dans le renseignement sur le terrorisme international.

Les autorités libyennes ont répondu favorablement et fourni des informations précieuses sur des centaines de partisans d'Al-Qaïda et autres militants islamistes. Dans une interview accordée à Newsweek en janvier 2003, Mouammar Kadhafi a reconnu que les services de renseignements libyens et américains échangeaient des informations. Le gouvernement américain, pour sa part, tout en maintenant la Libye sur la liste des États parrainant le terrorisme, a donné en 2002 un satisfecit au régime de Kadhafi qui aurait "diminué son soutien au terrorisme international. En 2002, la Libye est devenue membre de la convention de 1999 pour la suppression et le financement du terrorisme. Enfin, elle a adhéré à la convention de 1991 sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection. La Libye a également ratifié les douze conventions et protocoles internationaux relatif au terrorisme.

3. Reconnaissance internationale et opportunité de répression de l'opposition islamiste libyenne.

En se conformant à la légalité internationale imposé par les États-Unis, le régime libyen pu normaliser ses relations avec l'Occident et réintégré le concert des nations. Toutefois, le Groupe Islamiste Combattant Libyen (GICL) étant inscrit sur la liste des ennemis de l'Amérique pour ces liens avec Al-Qaïda. La Libye a exploité sa collaboration dans la lutte internationale contre le terrorisme pour réprimer toute opposition au régime.

3-1- Reconnaissance internationale

La Libye a accepté toutes les conditions posées par la communauté internationale pour sa réintégration dans le concert des nations. Contrairement à Saddam Hussein, le colonel Kadhafi a compris immédiatement après le 11 septembre 2001 que le monde avait changé. A-t-il senti qu'il pouvait être le prochain régime arabe visé par le Président Bush ? Le fait, est qu'il a condamné sans ambiguïté dès le 12 septembre 2001 le terrorisme d'*Al-Qaïda*. Le monde qui avait autrefois

traité la Libye comme un État soutenant le terrorisme comprenait désormais ce qu'était le véritable terrorisme. Des coopérations discrètes furent dès lors mises en place avec la CIA pour échanger des informations sur le terrorisme. L'attaque de l'Iraq au printemps 2004 par les États-Unis et la Grande-Bretagne au prétexte que Saddam Hussein détenait des armes balistiques et de destruction massive accéléra la décision de Kadhafi quelques mois plus tard de détruire sous contrôle américain ses armes chimiques et de mettre un terme à ses embryons de programmes nucléaires et balistiques. Dans la semaine qui suivit cette annonce, les gros porteurs de l'armée américaine se posaient à Tripoli et emportaient les matériels concernés. (Haimzdeh, 2011 : 36).

Au cours de l'année 2001, de nombreuses rencontres ont lieu entre des dirigeants libyens et angloaméricains. Pour les États-Unis l'objectif est de parvenir à faire avouer le régime libyen de sa responsabilité dans l'attentat de Lockerbie et d'obtenir une compensation pour les familles de victimes (Luis, 2003 : 20). En contrepartie Moussa Kousa, chef du renseignement libyen a obtenu de rencontrer à Londres des responsables anglais afin de discuter de la présence à Londres de militants du Groupe Islamique combattant. En fait, à l'instar d'autres pays de la région, les islamistes semblent ne plus chercher à se rendre visibles par des pratiques ostentatoires. Mais, les facteurs qui contribuent à leur maintien semblent toujours présents. Les réactions internationales aux attentats du 11 septembre ont sans doute provoqué une volonté de repli, de dissimulation ou tout au moins d'accalmie de leurs actions. La mise sur la liste des ennemis de l'Amérique du groupe islamiste combattant explique peut-être le calme relatif que l'on peut observer en Libye, au regard des années précédentes (1995-1998), (Luis, 2003 : 20). Le calme relatif en Libye constitue un argument de vente pour les autorités libyennes. En effet Moussa Koussa souligne les performances de la Libye en matière de lutte anti-islamiste. Il vendrait cet argument régulièrement aux différents services européens. De par sa géographie, (entre l'Algérie et l'Egypte) et surtout grâce à l'immigration arabe et asiatique en Libye le régime disposerait de sources d'informations non négligeable sur les réseaux islamistes. Les arrestations arbitraires (et de longue durée) de Soudanais, Pakistanais, Algériens, Tunisiens etc. permettraient d'approvisionner en informations le régime libyen.

À ces pratiques s'ajoutent le rôle de la *Da'awa islamiyya* et l'influence non négligeable que connaît la Fondation Internationale pour la Charité de Seif al Islam depuis son rôle dans la libération des otages occidentaux dans l'Ile de Jolo (Martinez, 2003 : 20). Cette expertise sur l'islamisme, la Libye l'a accumulée au cours des trois dernières décennies. Du sommet de l'OUA, marqué par l'ambitieux projet des Etats-Unis d'Afrique, à la foire internationale de Tripoli et à la position compréhensive à l'encontre des USA dans leur volonté de renverser le régime des talibans au lendemain du 11 septembre 2001, le colonel Kadhafi a incontestablement réussi à replacer son pays sur la scène internationale.

3-2- Répression interne des groupes islamistes

Dans le but de combattre l'islamisme, le régime de Kadhafi a profité de la collaboration dans la lutte contre le terrorisme pour lancer une répression impitoyable dans toutes les régions du pays, principalement en Cyrénaïque (le foyer des islamistes). Certaines lois habilitaient les comités de direction à punir les familles et les tribus qui ne dénonçaient pas aux autorités les islamistes accusés de trahir les principes de la révolution de 1969 (ZOUBIR, 2008 : 268). Kadhafi a ordonné isolement de tout le triangle Derna-Ajdabia-Benghazi du reste du pays et une véritable lutte armée contre les groupes islamiste. Et les interventions militaires ont été dirigées par le général Abdelfattah younès, l'homme en charge de la sécurité publique. La violence atteint un degré sans précédent entre les forces du régime et les islamistes vu la résistance de ces derniers. Des fouilles systématiques de quartiers entiers ont été effectuées et des dizaines de maisons ont été détruites. À l'extérieur de la ville, des hélicoptères ont été utilisés pour tirer sur des insurgés et certaines sources font état de bombardements au napalm dans la région montagneuse située à l'ouest de la ville *wadi al-galaa* (Haimzdeh, 2011 : 82). Ils voulaient tous les exterminer, affirme l'un d'entre eux. La réaction de Kadhafi est qualifiée par les islamistes d'hystérique. Le porte-parole du G.I.C.L affirme que :

> « Le régime vit une situation d'hystérie dont je doute qu'il en ait déjà connu une de cette ampleur auparavant. Il regroupe toute sa puissance militaire pour essayer d'éradiquer le Groupe Islamique Combattant Libyen. Les

> libyens n'ont pas bombardé leur propre pays depuis l'occupation italienne. Et pourtant, nous assistons au bombardement, par l'aviation libyenne, des positions des moudjahidines dans le Djebel el Akhdar, haut lieu de la résistance contre l'occupation italienne. Aujourd'hui cette région est l'un des nombreux lieux de la résistance du Groupe Islamique Combattant. Entre-temps, Kadhafi tente de dissimiler la réalité de ces affrontements à l'opinion publique en masquant ses offensives militaires par l'intermédiaire de l'agence libyenne JANA comme étant des raids contre des trafiquants de drogue en provenance d'Israël, ou encore comme une opération de sécurité pour maîtriser 400 prisonniers qui s'étaient échappés de la prison de Benghazi, etc. À ce jour, il a regroupé environ 10.000 soldats dans région qui comprennent des troupes Serbes issues de l'ex-Yougoslavie » (Luis, 2012 : 7).

Ainsi, le Guide libyen a décidé d'en finir avec les islamistes libyens qu'il qualifie d'animaux malades dont il faut se débarrasser. Il a fait de l'élimination complète des groupes islamistes la priorité absolue de l'armée nationale. Quand un animal est malade, le vétérinaire doit l'abattre pour éviter la contamination des autres animaux. Pour cela, il dit que : « Nous ne pouvons pas laisser cette épidémie anéantir la société. Nous devons être cruels. Toute personne touchée sera comme infectée par une maladie grave et incurable et devra donc disparaître » (ZOUBIR, 2008 : 267).

Le quadrillage du territoire par les forces de sécurité démontrait clairement que le régime était entré dans une phase de la lutte armée contre les groupes islamistes de Cyrénaïque. La politique d'éradication des islamistes est confié aux forces de sécurité les plus loyales, telles que le *Jihaz al-amal al-dakhili*, les Comités Révolutionnaires, la garde de la Jamahiriya et la garde populaire, *al-haras al-cha'bi*, pour mener la lutte contre les groupes armées (ZOUBIR, 2008 : 268).

Le régime de Kadhafi n'a pas lésiné sur les moyens : aviation et tanks ont fait partie de l'arsenal utilisé. La répression a le plus frappé Benghazi. Par conséquent, des familles et tribus entières subiront la foudre du pouvoir pour des faits attribués à quelques-uns des leurs.

Kadhafi accusait les islamistes d'être des athées ayant renoncé à l'Islam. Il lance une véritable chasse à l'homme contre les « charlatans, apostolats, hérétiques », qui selon lui, méritent d'être tués « sans jugement, comme des chiens » (ZOUBIR, 2008 : 268). Des milliers d'Islamistes seront mis aux arrêts et jetés dans les geôles à Tripoli où beaucoup succombent sous la torture ou les mauvais traitements. C'est avec cette brutalité sans précédent que le régime Kadhafi parvint, à mater l'insurrection islamiste et à repousser hors des frontières de la Libye ces différents groupes armés. Coupable de tentative d'assassinat contre la personne du chef de l'État et d'islamisme, Abdelhakim Belhadj alias Abdallah al-Sadiq, le chef du GICL est recherché par les services de renseignements de Kadhafi.

Cependant, loin d'abandonner la lutte armée contre les autorités en place, les chefs des groupes islamistes rejoignirent Al-Qaïda en Afghanistan, où un bon nombre d'entre eux devinrent des proches d'Oussama Ben Laden. La proximité du Groupe Islamique Combattant Libyen avec Oussama Ben Laden n'a d'ailleurs pas échappé aux services de renseignements libyens qui considèrent le Saoudien comme le bailleur de fonds et le "patron" des islamistes libyens. La Libye a donc été le premier États à lancer un mandat d'arrêt international contre Oussama Ben Laden. Présentée à Interpol le 16 mars 1998, la "fiche rouge" n° A-1998/20232 a été diffusée à partir du 15 avril et concerne la mort à Syrte, en 1994, de deux allemands : Silvan Becker et son épouse Vera. Selon les "*moukhabarat*" libyens, le ressortissant allemand, spécialiste du Moyen-Orient au sein de l'office fédéral de protection et de l'antiterrorisme, a été la victime de trois membres du G.I.C.L ainsi que d'Oussama Ben Laden. (Roumiana et Rosario, 1975 : 210). Si Interpol et les autres services occidentaux ne portent pas grand intérêt au mandat d'arrêt lancé par la Libye, c'est parce que Kadhafi a pris la vilaine habitude de faire pourchasser ses opposants via les notices rouges d'Interpol.

Conclusion

En somme, le changement de cap de la politique étrangère du régime de Kadhafi c'est fait dans un contexte international tendu au lendemain des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Cherchant à équilibrer contrôle interne et ouverture internationale selon les circonstances, le régime de Kadhafi accusé de soutenir le terrorisme international s'est positionné comme un partenaire de lutte contre le

terrorisme international sous contrainte des puissances occidentales. Ce revirement stratégique visait autant à protéger le régime qu'à améliorer la position diplomatique de la Libye dans un contexte international difficile.

Références bibliographiques

HAIMZADEH Patrick, 2011. *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, Editions Jean-Claude Lattès.

ROUMIANA Ougartchinska et ROSARIO Priore, 2013. *Pour la peau de Kadhafi : Guerre, secrets, mensonges. L'autre histoire (1969-2011)*, Paris, Librairie Arthème Fayard.

DAGUZAN Jean François, 1998. *Le dernier rempart ? Forces armées et politique de défense au Maghreb*, Paris, Publisud.

LUIS Martinez, 2003. *La sécurité en Algérie et en Libye après le 11 septembre*, Paris, CERI.

LUIS Martinez, 2004. « La conversion d'un État terroriste », *Critique Internationale*, 2004**,** n° 25, pp. 19-28.

HADDAD Saïd, 2012. « La fin de l'État des Masses ou les incertitudes libyennes », *L'Année du Maghreb*, 2012**,** volume 8, pp.323-339.

ZOUBIR H. Yahia, 2006. « The United States and Libya: Confrontation to normalization », *Middle East policy*, été 2006, vol. 13, n° 2, pp. 48-70.

ZOUBIR H. Yahia, 2008. « Contestation islamiste et lutte antiterroriste en Libye (1990-2007) », *L'Année du Maghreb*, 2008, vol. 04, pp. 267-277.

SADAH N, 1998. « Les effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye », *Marchés tropicaux*, septembre 1998, n°11, p.37.

RONEN Yehudit, 2002. « Qadhafi and militant Islamism: Unprecedented conflict », *Middle East Studes*, octobre 2002, vol.38, n°4, p.1-16.

Peter Slevin et Alan Sipress, 2001. « Tests Ahead for cooperation on Terrorism: Several Countries on Blacklist Have Helped Us, But Only Marginally So Far », *The Washington Post*, december 2001. P.177.

ECHEVERRIA Carlos Jesus, 2004. « Radical Islam in the Maghreb », *Orbis*, printemps 2004, vol. 48, n°2 p.351-364.

PENINOU Jean-Louis, 2004. « Le Soudan déchiré par les guerres civiles : désolation au Darfour », *Le Monde diplomatique*, mai 2004, n°626/627, p.16-17.